

DE L'INFLUENCE CULTURELLE AUX RUPTURES POLITIQUES: *SOFT POWER*, CONFLITS DE VALEURS ET NATIONALISME EN AFRIQUE

Ismailou TCHACORICO

Université de Kara – Togo

ORCID iD: 0009-0006-4456-4977

tchacoricoismailou@gmail.com

&

Komlan Agbetoézian AZIALE

Université de Kara – Togo

ORCID iD: 0009-0007-1521-0632

azialeexauce@gmail.com

Résumé : Cet article soutient que les politiques d'influence culturelle des États à des fins de croissance économique, connues aujourd'hui sous le vocable de *soft power*, s'inscrivent à l'origine, soit dans un processus de démocratisation, soit dans celui de nationalisme, ce, en fonction des réactions sociales et culturelles des collectivités. Dans une approche essentiellement essayiste et de type historiographique, l'article s'attèle, d'abord, à exposer les contextes d'émergence du *soft power*, puis dans l'optique de démontrer les effets pervers dont il s'accompagne. Nous prenons l'exemple des effets actuels des politiques étrangères en Afrique de l'Ouest en mettant en évidence les réactions sociales et culturelles en contexte ouest-africain à l'égard desdites politiques. Finalement, nous démontrons qu'autant les politiques d'influence culturelle se diffusent, autant, les effets qui en découlent peuvent conduire à des phénomènes géographiques de contagion.

Mots-clés : Afrique de l'Ouest, démocratisation, France, historiographie, nationalisme, *Soft power*.

FROM CULTURAL INFLUENCE TO POLITICAL RUPTURES: *SOFT POWER*, VALUE CONFLICTS, AND NATIONALISM PROCESSES IN AFRICA

Abstract: This article argues that states' cultural influence policies aimed at fostering economic growth, now commonly referred to as *soft power*, can give rise either to processes of democratization or to processes of nationalism, depending on the social and cultural reactions of domestic communities to these *soft power* policies. Adopting a primarily essayistic and historiographical approach, the article first outlines the contexts in which the concept of *soft power* emerged. It then seeks to demonstrate the perverse effects that may accompany such policies by examining the contemporary impact of foreign policies in West Africa, highlighting local social and cultural responses to these strategies. Finally, the article shows that the more cultural influence policies spread, the more their effects may generate geographically contagious phenomena.

Keywords: *Soft power*, nationalism, historiography, France, West Africa, democratization.

Introduction

L'essor contemporain du *soft power* s'inscrit dans une reconfiguration profonde des modes d'exercice de la puissance à l'échelle internationale. Longtemps dominée par le *hard power* – militaire, coercitif et territorial –, la compétition entre États se déploie désormais de plus en plus sur le terrain symbolique, culturel et idéal, à travers la circulation transnationale des langues, des normes, des imaginaires, des biens culturels et des récits politiques (I. Tchacorico *et al.* 2025 ; E. Passou *et al.* 2025). Comme l'a théorisé Joseph Nye dès les années 1990, la capacité d'un État à « obtenir ce qu'il veut par l'attraction plutôt que par la contrainte » repose sur la séduction de ses valeurs, de son modèle de société et de son style de vie. Cette approche, devenue un véritable paradigme de l'action internationale, s'est institutionnalisée à travers des dispositifs variés – instituts culturels, programmes académiques, diplomatie sportive, industries culturelles, médias internationaux, plateformes numériques – et s'est imposée comme un levier central de l'attractivité économique, touristique et géopolitique des États (I. Tchacorico *et al.* 2025 ; E. Passou *et al.* 2025). Les travaux récents en relations internationales, en science politique et en sociologie des circulations culturelles comme ceux de E. Fishman (2025), A. Acharya (2025) montrent toutefois que cette puissance dite « douce » est loin d'être neutre ou univoque : elle produit des effets ambivalents, parfois contradictoires, et suscite des réactions sociales qui oscillent entre appropriation, hybridation, rejet et contre-influence.

Dans les sociétés africaines contemporaines, le *soft power* constitue un terrain d'observation privilégié de ces tensions. Héritières d'une longue histoire de domination coloniale, de dépendances structurelles et d'ingénieries culturelles exogènes, les sociétés africaines se trouvent aujourd'hui exposées à une pluralité simultanée de *soft powers* concurrents – occidentaux, russes, chinois, turcs, qataris, hispaniques et autres – qui cherchent à capter leur adhésion symbolique, leur confiance politique et leur ouverture économique (I. Tchacorico *et al.* 2025 ; E. Passou *et al.* 2025). La littérature anthropologique et sociologique, dans la lignée de J.-P. Olivier de Sardan (1995) et T. Bierschenk (*et al.* 2000), a, depuis longtemps, montré que les populations locales ne sont jamais de simples réceptacles passifs des projets exogènes, qu'ils soient de développement ou d'influence. Elles réinterprètent, négocient, détournent ou rejettent les dispositifs qui leur sont proposés, produisant des réponses culturelles différenciées qui échappent aux intentions initiales des acteurs dominants. Appliquée au *soft power*, cette perspective invite à déplacer le regard : plutôt que d'évaluer l'efficacité instrumentale des politiques d'influence ; il s'agit d'analyser les logiques sociales, symboliques et politiques de leur réception, ainsi que les conflits de valeurs qu'elles génèrent au sein des sociétés ciblées.

Les travaux récents sur les nouvelles diplomaties culturelles – comme ceux de N. Grincheva (2023) et de A. Zervaki (2025) – soulignent en effet que l'exportation des valeurs n'est jamais un processus linéaire. Elle peut engendrer des phénomènes de greffe culturelle favorisant des dynamiques de démocratisation, lorsque les populations s'identifient à des modèles étrangers perçus comme porteurs de droits, de libertés et de bien-être. Les mobilisations féminines en Iran ou en Afghanistan, les contestations institutionnelles en Israël, ou encore les soulèvements de 2011 dans le monde arabe illustrent la manière dont l'appropriation de référents culturels exogènes peut alimenter des revendications politiques internes, parfois au prix de conflits sociaux, de violences et d'effondrements étatiques durables – comme c'est le cas actuellement en Iran dans ses conflits avec les USA et l'Israël. Mais, à l'inverse, le *soft power*

peut également provoquer des réactions de rejet radical, nourrissant des processus de nationalisme, de repli identitaire et de réaffirmation souverainiste. Pour ce second registre, les coups d'État récents en Afrique de l'Ouest, accompagnés de la dénonciation explicite de l'influence culturelle française à travers les médias, la langue, la coopération et institutions témoignent de cette dynamique de désappropriation symbolique, où la résistance au *soft power* – dans ce cas spécifique, français – devient un ressort central de la légitimation politique et militaire.

Ces dynamiques invitent à une lecture critique du discours souvent enchanteur sur la « fin du *hard power* ». L'analyse empirique des recompositions politiques récentes, notamment en Afrique de l'Ouest, montre au contraire une articulation étroite entre *soft power* et *hard power* : la diffusion préalable de récits, de comparaisons sociales et d'aspirations nourries par l'influence culturelle crée un terreau propice aux mobilisations populaires, qui peuvent ensuite être captées, instrumentalisées ou prolongées par des acteurs militaires. Le *hard power* ne disparaît donc pas ; il se reconfigure, s'adosse à des dynamiques culturelles et s'inscrit dans des séquences où la contrainte succède à la séduction. Les cas du Mali, du Burkina Faso et du Niger à partir de 2022 illustrent cette dialectique : le démantèlement des dispositifs de *soft power* français – médias, langue, coopération – ne constitue pas seulement une rupture diplomatique, mais participe à une re-symbolisation de l'État, à la consolidation d'un récit nationaliste et à la production d'une nouvelle légitimité politique, parfois au prix d'une fermeture autoritaire accrue.

Dans ce contexte, une problématique centrale s'impose : comment le *soft power*, conçu comme un instrument de séduction et de pacification des relations internationales, devient-il un facteur de conflictualité sociale, de reconfigurations politiques et de ruptures géopolitiques dans les sociétés africaines contemporaines ? Autrement dit, comment les sociétés africaines arbitrent-elles, au quotidien, entre adhésion sélective aux modèles exogènes et réaffirmation de référents culturels locaux ? Comment comprendre la dimension contagieuse de ces mobilisations – coups d'État, soulèvements, contestations institutionnelles – à l'heure où les circulations culturelles et informationnelles accélèrent la diffusion transnationale des répertoires d'action politique ? Au regard de ces questions, nous posons comme hypothèses que le *soft power*, bien qu'il vise à renforcer l'attractivité et la coopération, peut devenir un facteur de conflictualité sociale et de reconfiguration politique lorsque les sociétés africaines réinterprètent ou rejettent certains modèles exogènes au profit de référents culturels et politiques locaux. Par ailleurs, l'intensification des circulations culturelles et informationnelles favorise la diffusion transnationale des répertoires de mobilisation, contribuant à une forme de « contagion » des contestations, des soulèvements et des ruptures politiques et géopolitiques en Afrique.

En croisant apports académiques, analyse critique des discours médiatiques et observation des séquences politiques récentes dans certaines régions du monde, cette réflexion entend interroger le *soft power*, non comme une simple ressource diplomatique, mais comme un fait social total, au sens maussien (M. Mauss, 1925), engageant simultanément les dimensions culturelles, symboliques, politiques et économiques des sociétés. Elle vise à montrer que l'influence culturelle, loin d'être une force intrinsèquement stabilisatrice, constitue aujourd'hui l'un des moteurs majeurs des recompositions étatiques, des conflits de valeurs et des

transformations profondes du rapport des sociétés africaines à l'État, à la souveraineté et à l'altérité.

Afin de répondre à cette problématique et de structurer l'analyse, l'article s'organise autour de trois mouvements complémentaires. Il s'agira d'abord de revenir sur les fondements théoriques et empiriques du *soft power*, en mettant en lumière ses instruments, ses acteurs et ses logiques de déploiement, ainsi que les débats académiques qu'il suscite quant à son efficacité et à ses effets sociaux. Dans un second temps, l'analyse se concentrera sur les modalités de réception de l'influence culturelle étrangère dans les sociétés africaines, en montrant comment celles-ci oscillent entre adhésion, hybridation et rejet, et comment ces réactions différenciées nourrissent tantôt des dynamiques de démocratisation, tantôt des processus de nationalisme et de repli souverainiste. Enfin, la dernière partie examinera l'articulation contemporaine entre *soft power* et *hard power* à travers les recompositions politiques récentes, notamment les coups d'État et les mobilisations populaires en Afrique de l'Ouest, afin de mettre en évidence la dimension contagieuse de ces phénomènes et d'interroger leurs implications pour l'avenir des États africains et des relations internationales.

1. Méthodologie

Cet article repose sur une méthodologie fondamentalement qualitative, interprétative et inductive, relevant des sciences sociales critiques, et plus précisément de la sociologie politique, de l'anthropologie du développement et des relations internationales. Les données mobilisées n'ont pas été produites par une enquête statistique primaire ni par un protocole expérimental, mais résultent d'un travail de construction analytique à partir de sources secondaires, d'observations empiriques contextualisées et d'une mise en perspective théorique multiscalaire.

La première strate méthodologique est celle de l'analyse documentaire approfondie. Notre texte s'appuie sur un corpus de travaux académiques (ouvrages, articles scientifiques, rapports d'instituts de recherche, productions d'organisations internationales) couvrant plusieurs champs disciplinaires : anthropologie, science politique, géopolitique, études culturelles et relations internationales. Ces références ne sont pas mobilisées pour produire une revue de littérature autonome, mais pour étayer des régularités empiriques, des tendances lourdes et des cadres interprétatifs déjà stabilisés dans la recherche. La méthode a consisté ici à croiser des travaux portant sur le *soft power*, les politiques d'influence culturelle, les dynamiques de nationalisme, les processus de démocratisation et les conflits sociopolitiques, afin de dégager des schémas explicatifs transversaux applicables au cas africain, mais aussi comparables à d'autres espaces géopolitiques.

La deuxième strate de notre méthodologie relève d'une approche socio-historique et comparative. Les données empiriques utilisées sont constituées d'événements politiques, sociaux et culturels situés dans le temps long (colonisation, guerres, politiques culturelles étatiques) et dans le temps court (soulèvements populaires, coups d'État récents, décisions institutionnelles, suspensions de médias, réformes constitutionnelles). Ces événements ne sont pas traités comme des faits isolés, mais comme des séquences inscrites dans des trajectoires historiques nationales et régionales. La comparaison implicite entre plusieurs pays (Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée, Iran, Libye, Afghanistan, Ukraine, Brésil, États-Unis, Israël) permet de produire des données analytiques par analogie raisonnée, en identifiant des

mécanismes similaires (greffe culturelle, rejet, contagion, imitation politique) dans des contextes distincts.

La troisième strate méthodologique est clairement anthropologique et interprétative. Le texte s'inscrit dans la filiation de l'anthropologie du développement et de l'anthropologie politique, notamment à travers les travaux de J.-P. Olivier de Sardan (1995) et de P. Lavigne Delville (2010). La notion d'*input/output* culturel est mobilisée comme outil heuristique pour analyser les réactions sociales aux dispositifs d'influence culturelle étrangers. Les données ne sont donc pas seulement factuelles ; elles sont construites à partir de l'interprétation des réactions collectives (appropriation, rejet, détournement, contre-rejet) observables dans les discours publics, les mobilisations populaires, les actes symboliques (vandalisme d'institutions culturelles, adoption de vêtements traditionnels, rejet linguistique), et les décisions politiques. Cette méthode repose sur une lecture ethnographique indirecte des sociétés, fondée, non sur une immersion de terrain classique, mais sur l'analyse des traces sociales, médiatiques et politiques des rapports culturels de domination.

Une quatrième dimension méthodologique est celle de l'analyse des discours et des dispositifs symboliques. Les données relatives aux médias (RFI, France 24, TV5 Monde), aux institutions culturelles (Instituts français, alliances culturelles), aux langues, aux normes vestimentaires ou aux récits politiques sont traitées comme des instruments de *soft power*. Leur suspension, leur rejet ou leur appropriation sont interprétés comme des indicateurs empiriques de transformations profondes des rapports entre États et sociétés. Cette approche permet de considérer les politiques linguistiques, médiatiques et culturelles comme des données empiriques à part entière, révélatrices des recompositions du pouvoir et des imaginaires collectifs.

Enfin, la méthodologie mobilisée est résolument critique et non normative. Elle ne cherche ni à mesurer l'efficacité du *soft power* ni à juger de la légitimité morale des coups d'État ou des mobilisations populaires. Elle vise plutôt à expliquer les logiques sociales, culturelles et politiques à l'œuvre, en assumant une posture épistémologique qui privilégie la compréhension des rationalités locales et des dynamiques de sens produites par les acteurs sociaux eux-mêmes. Les données sont ainsi construites par interprétation raisonnée de faits observables, éclairées par des cadres théoriques éprouvés, et articulées dans un raisonnement inductif qui part des situations concrètes pour proposer des généralisations prudentes sur les recompositions contemporaines du pouvoir, de la culture et de la souveraineté.

2. Entre adhésion et rejet : le *soft power* à l'épreuve des sociétés africaines

La séduction des États, voisins comme lointains par l'entremise des patrimoines culturels (littérature, langue, musique, cinéma, sport, traditions, danses locales, mode, gastronomie, tourisme, le digital, artisanat, œuvres d'art) est devenue une compétition mondiale et un *modus operandi* permettant de capter des investissements étrangers colossaux pour accroître la croissance économique des pays. Cette approche douce, dite *soft power* pour amener librement les autres à venir investir chez soi, vient remplacer l'approche forte, violente, militaire, dure dite *hard power*. Dans les pays du Sud, on peut ainsi observer des dispositifs tels que les *Instituts*

français¹ pour la France, le *Goethe-Institut*² pour l'Allemagne, les *Instituts Confucius*³ pour la Chine, les *Instituts Cervantes*⁴ pour l'Espagne, la *Green Card Lottery*⁵ et le *American Corner*⁶ pour les États-Unis, la Fondation *Maarif*⁷ pour la Turquie, ou encore le *India Corner*⁸ pour l'Inde. Chacun de ces dispositifs, propre à un pays donné, constitue un canal permettant au gouvernement du pays concerné de diffuser sa culture, ses valeurs et ses idéologies, en particulier vers les pays du Sud, qui s'en trouvent alors influencés et progressivement amenés à adopter ces nouvelles références idéologiques.

En outre, comme tout autre nouveau paradigme qui ne subsiste sans revers, les effets pervers du *soft power* sont déjà à constater à deux niveaux : s'il n'est pas à l'origine de processus de démocratisation où des populations (M. Dia, 2010), en s'identifiant aux droits et libertés dans les pays occidentales, renient leurs traditions et cultures – comme c'est actuellement l'exemple des troubles sociopolitiques en Iran liés essentiellement au rejet par la population d'une partie des valeurs islamiques⁹ et le boycott de la police des mœurs – il est alors lié à des processus de nationalisme où des populations, en rejetant des *soft powers* étrangers, s'attachent plus que jamais à leurs cultures et traditions. Dans ce second registre, on peut aisément citer le rejet actuellement profond et sévère de la politique étrangère de la France dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest, avec comme maître-mot les coups d'État.

Dans ce nouveau contexte empreint de troubles, les sciences sociales et politiques sont plus que jamais convoquées pour expliquer les logiques d'influence culturelle des *États-prédateurs* – en ethnographiant les dispositifs et les packages d'influence culturelle mobilisés par ces *États-prédateurs* – et symétriquement, les réactions d'appropriation, de rejet, de modification, de contre-rejet qui sont mobilisées dans les *États-récepteurs* (cf P. Lavigne Delville, 2019 ; 2018). Plus de trois décennies en arrière, J.-P. Olivier de Sardan (1995) proposait déjà l'analogie *input* et *output* en se référant justement à ces réactions culturelles plurielles des collectivités locales à l'égard des projets de développement ainsi qu'à l'égard des courtiers en développement (T. Bierschenk, J.-P. Cheveau et J.-P. Olivier de Sardan, 2000), clamant que ce

¹ Les Institut français sont des établissements publics chargés de promouvoir la culture, la langue et la coopération intellectuelle de la France à l'étranger.

² Le Goethe-Institut est l'organisme officiel de la République fédérale d'Allemagne chargé de promouvoir la langue et la culture allemandes à l'étranger.

³ Les Instituts Confucius sont des centres culturels et éducatifs créés par la Chine pour promouvoir la langue chinoise (mandarin) et la culture chinoise à l'étranger.

⁴ L'Instituto Cervantes est une institution officielle fondée en 1991 par le gouvernement espagnol pour promouvoir la langue espagnole, diffuser la culture des pays hispanophones, renforcer l'influence culturelle de l'Espagne à l'étranger.

⁵ La Green Card Lottery, officiellement appelée Diversity Visa Program (DV Lottery), est un programme du gouvernement des États-Unis qui permet à des étrangers d'obtenir une carte de résident permanent (la "Green Card") de façon aléatoire. Elle vise à diversifier l'immigration vers les États-Unis; donner une chance à des personnes venant de pays peu représentés dans l'immigration américaine.

⁶ Un American Corner (ou Coin américain) est un espace culturel et éducatif créé grâce à un partenariat entre une institution locale (université, bibliothèque, centre culturel) et l'ambassade des États-Unis.

⁷ La Fondation Maarif est une organisation publique turque créée en 2016 par l'État turc. Elle dépend indirectement du gouvernement et a pour mission principale de promouvoir l'éducation turque à l'international.

⁸ Les India Corner sont des espaces dédiés à la culture et à la cuisine indiennes au sein des universités étrangères.

⁹ L'incident lié à Mahsa Amini en septembre 2022 en Iran est un exemple évocateur de ce rejet culturel, provoquant une vague de protestations internationales. Mahsa Amini, une jeune femme iranienne de 22 ans, est arrêtée le 13 septembre 2022 à Téhéran par la police des mœurs. Elle est accusée de ne pas porter correctement son voile (quelques mèches de cheveux visibles). Elle est alors emmenée dans un centre de détention pour une « rééducation ». Elle aurait été violemment battue lors de son arrestation.

sont sur ces réactions culturelles plurielles que les anthropologues doivent épistémologiquement porter un regard critique particulier plutôt que de s'évertuer à démontrer l'efficacité ou l'inefficacité des projets de développement à la manière des sociologues (cf. Olivier de Sardan, 1995). Cela dit, même en s'armant de la méthodologie que propose la lignée olivier-de-sardante, l'analyse des questions contemporaines d'influence culturelle n'est pas chose aisée dans un contexte où les États africains sont généralement la destination de plusieurs *soft powers* simultanément et sont donc sous le joug de plusieurs cultures étrangères.

Des récents travaux – comme ceux de J. Mathelin, 2022 ; J.-P. Cabestan *et al.* 2021 ; L. Badel, 2021 ; M. Laruelle, 2021 – font état d'un nouveau contexte international où une gamme d'événements culturels et artistiques est orchestrée par des gouvernements pour attirer le regard du monde entier sur leurs États. L'objectif de ce nouveau paradigme est de donner une bonne image des États à l'Extérieur et de séduire les autres à venir investir économiquement et financièrement chez eux, et que surtout, le business, les affaires, le commerce, l'attractivité touristique ou encore les partenariats de coopération soient facilités. Chercher à séduire les États, voisins comme lointains, par la mobilisation du patrimoine culturel, pour les amener à investir chez soi, est devenu alors la nouvelle méthode « douce » dite *soft power* pour les États d'imposer leur hégémonie et d'accroître leur croissance économique. Cette méthode qualifiée de *soft* viendrait toujours, selon les auteurs, à remplacer progressivement l'approche militaire, forte et violente dénommée *hard power* qui consistait pour les États à imposer leur hégémonie par la force ou à s'agripper aux ressources naturelles et minières des États faibles par la force¹⁰. Cela dit, certains États africains aujourd'hui comme le Ghana, le Sénégal, l'Afrique du Sud, et le Togo avec son intempestive *Foire Adjafi*¹¹ et le *Festival International La Marmite*¹², tentent également d'inverser la vapeur, en insufflant une espèce de politique du « consommer local » – même si elle peine à s'institutionnaliser – qui appelle davantage à la valorisation des richesses culturelles locales et à leur promotion à l'échelle internationale, ce, à des fins de séduction.

3. L'exportation des valeurs à l'épreuve des sociétés : conflits culturels et reconfigurations politiques

Le paradigme du *soft power* ou de l'influence culturelle étrangère pose la problématique des *greffes culturelles* ou du *rejet culturel*, en ce sens que des cas ont été observés où des États projetant leurs cultures, leurs croyances et leurs idéologies vers d'autres afin de les séduire et de les amener à investir chez eux (que ce soit sur le plan économique, académique, touristique, infrastructurel et autres), ces *cultures influenceuses* sont plutôt entrées en collision ou en confrontation avec celles qui prévalaient dans les États-récepteurs. Ce *choc culturel* ou cette *collision culturelle* (C. Garcia, 2022 ; M. Cohen-Emerique et C. Rothberg, 2015) renforcent dans les pays culturellement influencés, soit des fondations nationalistes, soit des fondations

¹⁰ Exemples de la guerre des USA en Irak de 2003 à 2011, exemple de la guerre de l'OTAN au Libye en 2011, ou plus loin, la colonisation même de l'Afrique par l'Occident de 1890 à 1960.

¹¹ La Foire Adjafi est un grand événement culturel, économique et commercial qui se tient chaque année à Lomé, généralement pendant les vacances. C'est une foire dédiée surtout aux jeunes entrepreneurs, artisans et commerçants togolais. Elle sert de plateforme pour exposer et vendre des produits locaux (vêtements, artisanat, nourriture et autres); promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes; créer des opportunités de réseautage et d'affaires.

¹² Le Festival International La Marmite (FESMA) est un grand festival culinaire et gastronomique africain organisé à Lomé. Son objectif principal est de valoriser la cuisine africaine; promouvoir les produits locaux (du terroir) ; réunir chefs, restaurateurs, agriculteurs et public et encourager le consommer local. Le nom « La Marmite » vient tout simplement de l'ustensile traditionnel utilisé pour cuisiner en Afrique.

démocratiques. En effet, le phénomène d'influence culturelle étrangère est à l'origine, soit de processus – observés aujourd'hui un peu partout dans le monde – de démocratisation ou de nationalisme des États, en ce sens que, des cultures *influenceuses* entrant en collision avec celles qui sont en vigueur dans les États culturellement influencés, enclenchent, soit, un processus de *greffe* culturelle entre plusieurs cultures et qui aboutit à leur tour à enclencher des processus de *démocratisation* de l'État concerné ; soit, un processus de *rejet culturel* qui aboutit à son tour à enclencher des processus de *nationalisme* de l'État concerné. Dans *Le choc des civilisations*, Samuel Philippe Huntington (1997 : 75-76) analyse ces deux phénomènes à travers deux concepts : le rejet pour designer le refus de s'ouvrir aux influences extérieures ; telle a été la posture du Japon avec l'Occident entre 1542 et la fin du XIX^e et le kémalisme pour designer le choix de la société turque de s'ouvrir, sous l'impulsion de Mustafa Kemal Atatürk, à la modernisation et à l'occidentalisation. Arnold Toynbee (1981) parlera de l'« hérodianisme » pour designer l'imitation de l'Occident, contrairement à l'attitude « zélote » de refus et d'hostilité ouverte.

Dans le premier cas afférent aux processus de démocratisation des États, l'instrumentalisation des produits culturels et des idéologies à des fins de séduction économique et financière, provoque une greffe culturelle qui a lieu entre des cultures influenceuses et des cultures influencées, et qui conduit à une espèce de dénaturation des valeurs culturelles nationales et même parfois, et de manière radicale, à leur effacement dans les pays culturellement influencés. Ainsi, certains pays occidentaux comme la France, la Chine, l'Allemagne, la Russie, la Turquie, les USA, le Qatar (S. Miraillet, 2022 ; Ronan Le Gleut et G. Vallini, 2021 ; S. Schlegel et A. Ziai, 2021) ayant renforcé ces dernières années leurs politiques d'influence culturelle à l'étranger ou leur *soft power* par le truchement généreux des réseaux sociaux (R. Wyber, 2020 ; A. Louhichi 2018 ; N. Ouchiha, 2016), l'on assiste aujourd'hui, et de plus en plus dans certains pays culturellement influencés comme l'Iran ou la Lybie, à des phénomènes de rejet des valeurs culturelles nationales, au profit (de l'appropriation) des valeurs culturelles étrangères. Ces phénomènes d'appropriation d'idéologies étrangères qui ont lieu au sein des États culturellement influencés enclenchent à leur tour, des processus de « démocratisation » étatique dans lesdits États. Ces processus se traduisent par des soulèvements populaires, des conflits culturels et idéologiques, des révoltes, des actes de désobéissance civile, des troubles à l'ordre public et des troubles sociopolitiques (R. Ortiz *et al.* 2022), et sont parfois eux-aussi à leur tour, des masques à des conflits militaro-politiques et à des guerres civiles ainsi que des prétextes à des coups d'État qui se perpétrent au sein de sociétés et de peuples en réalité modernistes. Ceux-ci n'hésitent guère à sortir dans les rues pour manifester et réclamer plus de libertés, plus de droits et plus de bien-être, quitte à arracher ces libertés, ces droits et ce bien-être au prix de leurs vies.

Dans le second cas afférent aux processus de nationalisme des États, le processus est le même que celui conduisant à la démocratisation des États. Mais dans ce cas de figure, la réaction sociale et culturelle change ; elle est négative et inversée : la projection de certaines valeurs culturelles et nationales, de certaines idéologies, ou de certaines croyances à l'extérieur à des fins de séduction économique et financière, va être rejetée par les croyances et valeurs en vigueur dans les États-cibles. Ainsi, comme dans le premier cas de figure, certains pays occidentaux ayant renforcé ces dernières années leurs politiques d'influence culturelle à

l'étranger ou leur *soft power* grâce à l'aimable assistance des TIC (G. Rouet et L. Radut-Gaghi, 2018 ; A. Fleury, 2008 ; E. Serrano, 2008), l'on assiste également, et de plus en plus dans des pays culturellement influencés comme le Mali, le Niger ou le Burkina Faso, à des phénomènes de rejet d'idéologies étrangères au profit (de la conservation) des valeurs culturelles nationales. Par ailleurs, ces phénomènes de rejet culturel, et de désappropriation dans ce second cas de figure, enclenchent plutôt des processus de nationalisme qui se traduisent également par des soulèvements populaires, des conflits culturels et idéologiques, des révoltes, des troubles à l'ordre public et des troubles sociopolitiques (*Ibid.*). Ces conflits sont parfois aussi des masques à des conflits militaro-politiques et des prétextes à des coup d'États, qui naissent au sein de sociétés et de peuples, qui sont dans ce **second cas de figure**, plutôt ultra-conservateurs et qui, pour cela, refusent d'abandonner leurs idéologies, leurs cultures, leurs valeurs et croyances culturelles au profit de croyances, d'idéologies et de cultures étrangères.

4. Circulations culturelles, contestations politiques et recompositions étatiques : entre démocratisation, nationalisme et contagion des mobilisations

Pour revenir sur le premier cas de figure, portant sur les processus de démocratisation des États, on peut citer l'exemple tout frais des soulèvements populaires en cours en Iran, où les femmes surtout, en s'identifiant aux femmes des pays dits libéraux ou démocratiques – comme la France ou les USA où la femme a droit à l'éducation, a un emploi, a droit de participation à la chose publique, droit de posséder des biens ou d'occuper des postes politiques (A. Reman, 2005 ; F. Adelkhah, 1998) – ; ou en s'identifiant aux ressortissantes du monde libre installées dans leurs pays, réclament de plus en plus de libertés et de droits (E. Khandani, 2010). Ou alors, on peut citer la vague de mouvements protestataires lancée en Israël depuis Mars 2023 – mais qui connaît aujourd'hui un semblant de répit dû à la guerre contre le Hezbollah et contre l'Iran – parce que les Israéliens estiment que la démocratie chez eux est désormais en danger suite à la décision du gouvernement de Netanyahu d'opérer de nouvelles réformes permettant au Parlement Israélien de passer désormais outre l'autorité de la Cour Suprême Israélienne. Si ces réformes réussissaient à passer, le Parlement Israélien aurait dorénavant une autorité absolue pour *dikter* le quotidien des Israéliens sans préavis.

Si nous étions encore en 2011, nous aurions cité un événement du même registre qui s'était produit avec une acuité mondiale, débouchant sur un impact beaucoup plus cosmique et radioactif : il s'agit du naufrage du Colonel Kadhafi et de son régime au Libye, conséquence inévitable d'un vaste soulèvement populaire contre la politique sociale interne¹³ du souverain libyen, et que son peuple – en s'identifiant à l'époque comme c'est le cas aujourd'hui de plusieurs pays du Golfe, à d'autres cultures occidentales – avait à un moment donné, jugé autarcique, ou à la limite, trop liberticide et trop restrictive. Aujourd'hui encore, même quinze années après, les épaves de ce naufrage – émaillé de troubles sociopolitiques, d'assassinats, de guerre civile, de révoltes, de pillages, de désobéissance civile, de grèves, de boycotts, de vandalisme – sont encore visibles à travers toute la Libye (T. Megerisi, 2020 ; E. Thomas, 2020)

¹³ Entre autres : interdiction de fumer, interdiction de l'alcool, Interdictions des rapports sexuels avant le mariage coutumier, instauration de la culture islamique, boîtes de nuit interdites, obligation du port du niqab pour les femmes, interdictions des tenues provocatrices.

– même tout récemment, le 3 février 2026 pour être précis, Saïf al-Islam Kadhafi, l'un des fils de Kadhafi a été assassiné, toujours en représailles des événements de 2011 à Tripoli.

Pour le second registre de l'influence culturelle étrangère pouvant conduire à des processus de nationalisme des États, nous pouvons citer l'exemple évocateur des conflits actuellement en cours en Ukraine, où la Russie cherche à tout prix à imposer ses idéologies et sa vision du monde au peuple ukrainien qui, en réalité, reste fortement attaché à ses croyances, à son histoire et à ses idéologies ; conséquences : la guerre actuelle de la Russie en Ukraine, malgré tout ce qu'elle a déjà emporté avec elle, et au lieu déchirer le peuple Ukrainien, semble plutôt (re)consolider les liens nationalistes et le sens du patriotisme entre les fils et filles de la nation Ukrainienne – qui restent soudés et alignés derrière leur Président, Volodymyr Zelensky malgré tout (V. Lebedev, 2023).

C'est dire que le phénomène d'influence culturelle étrangère devient aujourd'hui polymorphe et prend l'allure d'un phénomène de contagion culturelle conduisant à une espèce de nationalisme régionale. Le phénomène d'influence culturelle étrangère s'est, en effet, davantage exacerbé ces dernières années et connaît même des mutations géographiques et sociales, comme en témoignent les multiples coups d'États enregistrés en Afrique de l'Ouest à partir de 2022. En effet, les récents coups d'États au Mali, au Burkina Faso, en Guinée puis au Niger montrent que le phénomène d'influence culturelle aboutissant à des tendances nationalistes au sein des États est devenu un phénomène de contagion culturelle : Dorénavant, il suffit qu'un État ou un peuple prenne l'exemple sur un autre, ou prenne l'initiative d'arracher sa souveraineté avant que d'autres peuples et États voisins imitent ou leur emboîtent le pas – c'est ce que l'ancien Président du Niger, Mahamadou Issoufou, appelait l'effet papillon : il a fallu le Coup d'État du Colonel Assimi Goita au Mali le 19 Août 2020, pour que celui du Lieutenant-Colonel Mamadi Doumbouya de la Guinée suive le 6 Septembre 2021. Mais les choses ne se sont pas arrêtées là, puisque ces deux premiers coups d'États ont encouragé celui du Lieutenant-Colonel, Paul-Henri Sandaogo Damiba le 24 Janvier 2022, au Burkina Faso, qui fût à son tour renversé le 30 Septembre 2022 par le Capitaine Ibrahim Traoré – et si le Lieutenant-Colonel, Paul-Henri Sandaogo Damiba a été à son tour renversé le 24 Janvier 2022 par un élément de sa propre garde rapprochée, c'était parce qu'une fois assis dans le fauteuil présidentiel, il semblait procrastiner pour exécuter ce pourquoi l'armée et le peuple Burkinabé avaient auparavant *agréer* son coup d'État : rompre définitivement le cordon ombilical qui lie la France au Burkina Faso. Dans ces démonstrations théâtrales de la force, le Niger, s'alignant derrière les trois précédents, décidera de ne pas être du reste, du coup, le 26 Juillet 2023, le Général Abdourahamane Tiani renverse le Président Mohamed Bazoum.

Ce qui est plus intéressant d'un point de vue sociologique et anthropologique avec l'analyse de ces coups d'États en Afrique, c'est l'articulation entre le *soft power* et le *hard power* qui conduit à ces coups d'États. En effet, alors que d'éminences grises – à l'instar de R. Delcorde, 2019 ; T. Kastouéva-Jean, 2019 ; J. Tjahjani *et al.* 2019 ; F. Chaubet, 2018 – avaient, un peu trop tôt, prédit la ménopause, si non l'andropause, du *hard power* (l'influence par l'approche militaire, violente et forte) déroulant le tapis rouge au *soft power* (l'influence par l'approche culturelle, douce, et lente), avec les derniers coups d'États en Afrique de l'Ouest, on constate au contraire que le *hard power* n'a pas encore tiré sa révérence, mais encore, il est plus que jamais présent dans les arènes sociales, politiques et diplomatiques ; car, tel que nous

l'avons vu avec les récents coups d'État en Afrique de l'Ouest, pour que les processus de nationalisme d'un État soient enclenchés, un *soft power* doit nécessairement s'opérer au préalable pour déblayer le terrain à une espèce de *hard power*. Concrètement, cela veut dire par exemple que la décision des militaires maliens, guinéens, burkinabé et nigériens d'arracher le pouvoir pour le remettre à leurs peuples s'était manifestée suite aux mouvements de protestations répétés ; or ces peuples avaient finalement décidé de sortir dans les rues pour manifester, car ils s'étaient, sur plusieurs années, identifiés et comparés aux sociétés occidentales, ainsi qu'aux conditions et niveaux de vie dans ces sociétés – effets du *soft power* ou effets des politiques d'influence culturelle des États à l'extérieur.

Foncièrement, les peuples malien, guinéen, burkinabé et nigérien accusent les partenaires occidentaux, notamment la France, d'être la principale source de la misère infernale qu'ils vivent depuis l'époque de la colonisation : Non seulement, la France pillerait et vivrait des ressources naturelles et minières qui sont nécessaires à leurs pays pour croître économiquement, mais aussi, elle aurait mis en place, à la suite de la colonisation, un dispositif propagandiste (que nous désignons ici par *soft power* ou par politique d'influence culturelle) piloté essentiellement par des médias français – à l'instar de Rfi et France 24 – pour noyer les valeurs et cultures africaines au profit d'idéologies et cultures occidentales ; dispositifs que la junte militaire au Mali, au Burkina et au Niger, aussitôt après avoir arraché le pouvoir, n'ont pas titubé pour démanteler, renforçant *de facto* comme nous l'avons tous vu, le sentiment patriotique et les liens nationalistes, non seulement des peuples malien, guinéen, burkinabé, et Nigérien, mais aussi de beaucoup d'africains à travers le monde entier.

Dans les faits, pour ce qui concerne le Mali, le lundi 31 janvier 2022, les autorités maliennes expulsent l'ambassadeur de France au Mali. Ensuite, le mercredi 27 avril 2022, sur injonction des nouvelles autorités maliennes, la Haute Autorité de la Communication du Mali rendait public sa décision de suspension définitive de France 24 et RFI – *pipe-line* de la politique étrangère de la France en Afrique de l'Ouest – qui ont alors arrêté de diffuser sur le territoire malien depuis le 17 mars 2022. Au regard de la situation politique et sécuritaire au Mali, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français annonçait à son tour, le 16 novembre 2022, l'arrêt de l'aide publique au développement de la France au Mali. L'AFD a donc suspendu l'ensemble de ses activités au Mali depuis novembre 2022. Entre temps, le référendum sur la constitution malienne qui sera décrété le 18 Juin 2023 par les nouveaux hommes forts du Mali dispose à son article 31 que la langue française – principal arme de l'influence culturelle de la France dans le monde – n'est plus la langue officielle du Mali et n'est réduite désormais qu'à une langue de travail parmi tant d'autres. Par ailleurs, il est important de préciser que le référendum du 18 Juin a été motivé suite au constat du peuple malien selon lequel la constitution d'alors n'était dans son ensemble qu'une réplique parfaite de la constitution actuelle de la France, et de ce fait, ne reflétait en rien les réalités sociales et culturelles du continent Africain en général, et celles du Mali en particulier. Dans la même dynamique, le 20 juillet 2022, les nouvelles autorités maliennes ordonnent l'expulsion de M. Olivier Salgado, jusqu'alors porte-parole de la Mission de l'ONU au Mali (MINUSMA). Finalement, le Premier Ministre Malien, Abdoulaye Maiga, laissera le monde en entier de marbre par ses analyses incendiaires exposées lors de son discours radioactif livré le 24 Septembre 2022 lors de la 77^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York. Ce discours, à tort ou à raison, a davantage renforcé le

lien patriotique et nationaliste de beaucoup d'Africains d'ici et d'ailleurs ; en témoigne l'avalanche de lauriers qu'il a collecté, sans compter l'accueil électrique et monstre que le peuple malien a réservé à Abdoulaye Maiga, de son retour de New York.

Par ailleurs, pendant que les autorités maliennes déroulaient leur politique de démantèlement, les autorités Burkinabè leur emboîtaient le pas par effet de contagion culturelle : D'abord, le 12 Octobre 2022, des bâtiments français, notamment l'ambassade de France et les Instituts français à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso – l'essentiel du dispositif d'influence culturelle de la France au Faso – sont vandalisés par des manifestants Burkinabè qui accusaient Paris de protéger le lieutenant-colonel Damiba dont ils réclamaient le départ de la chaise présidentielle. Ensuite, le 3 décembre 2022, les nouvelles autorités Burkinabè ordonnent la suspension immédiate, et jusqu'à nouvel ordre, de Radio France Internationale (RFI) – qui est baptisé *pipe-line* de la politique étrangère de la France – dans le monde. Puis, le 23 décembre 2022, la coordinatrice résidente du système des Nations unies au Burkina Faso, l'Italienne Barbara Manzi, sera déclarée *persona non grata* par les autorités burkinabè et est sommée de quitter le territoire burkinabè le même jour. Le 3 janvier 2023, les autorités burkinabè demandent à la France de remplacer Luc Hallade, jusqu'alors ambassadeur de la France au Burkina Faso. Deux semaines après, le 18 Janvier 2023, ils informent les Champs Élysée qu'ils ont jusqu'à un mois pour rapatrier toutes les troupes françaises précédemment mobilisées sur le territoire Burkinabé. Après huit mois d'un semblant de silence, le « Faso Dan Fani ¹⁴ », qui est un tissu traditionnel fabriqué localement par des tisserands du Burkina Faso, est adopté le 9 Août 2023 par les nouveaux hommes forts du pays comme nouvelle tenue scolaire, ceci, en différé à la politique des uniformes scolaires qui a été instaurée depuis l'époque coloniale par l'administration coloniale francophone. Finalement, le 20 Juin 2024, les nouvelles autorités du Burkina Faso suspendent Tv5 Monde pour six mois assortis d'une amende de 50 millions de francs CFA.

Les nouvelles autorités nigériennes, quant à elles, rendront d'abord hommage à leurs frères putschistes maliens et burkinabé en suspendant le 4 Août 2023, la diffusion de Rfi et France 24 au Niger. Puis, le 25 Septembre 2023, elles font savoir à Itté Sylvain, jusqu'alors ambassadeur de France au Niger qu'il « ne jouissait plus des privilèges et immunités attachés à son statut » et que ses « cartes diplomatiques et visas, ainsi que ceux des membres de sa famille » avaient été annulés. Néanmoins, il disposait encore de quarante-huit heures pour quitter le territoire nigérien. Finalement, pour ne pas se soustraire du canevas pré-élaboré par les putschistes des pays-frères, les nouveaux hommes forts du Niger demandent le 5 septembre 2023 à la France, de retirer toutes ses troupes du sol Nigérien. Par ailleurs, pour témoigner leur soutien patriotique total aux nouvelles autorités du Niger, les populations nigériennes, depuis le 26 Juillet 2023, décident de squatter les clôtures de l'ambassade de France au Niger et celle de la base militaire de la France au Niger. Elles ne rentreront chez elles que le 24 Septembre 2023, quelques heures après le communiqué des Champs Élysée dans lequel l'ambassadeur de France au Niger est rappelé, ainsi que les troupes françaises au sol au Niger.

¹⁴ Le « Faso Dan Fani » est un tissu traditionnel du Burkina Faso, très important sur le plan culturel, identitaire et politique. «Faso» signifie patrie en langue dioula et «Dan Fani» signifie « tissu tissé », donc, « Faso Dan Fani » veut dire «le tissu tissé de la patrie».

Cela étant, la même année, l'histoire a démontré que ce phénomène de contagion culturelle n'est pas seulement spécifique à l'Afrique, car le 8 Janvier 2023, les chaînes de télévision brésiliennes nous montraient les partisans du Président brésilien sortant, Jair Bolsonaro – en contestation de la victoire du Président entrant, Lula da Silva – vandalisant le Congrès, la Cour Suprême ainsi que le Palais présidentiel. Mais, les bolsonaristes ont puisé leur inspiration et leur audace d'un événement précédent du même schéma, du même format et du même registre qui s'était produit, quelques mois en arrière aux USA : En effet, le 06 Janvier 2021, en réponse aux contestations de la victoire officielle de Joe Biden aux élections présidentielles américaines de 2020, les partisans de Donald Trump prenaient d'assaut le Capitole des États-Unis d'Amérique. Cet événement dont les bolsonaristes feront le plagiat trois (3) ans après, avait laissé le monde entier sous le choc pour s'être produit dans un pays qui était jusque-là considéré comme un « modèle » de démocratie et comme le pays le plus « civilisé » de la planète Terre – et puis, l'intensité des liens amicaux qui lie M. Trump à M. Bolsonaro n'est plus un secret pour les médias occidentaux.

Conclusion

L'analyse des dynamiques contemporaines du *soft power* met en évidence son caractère profondément ambivalent et non linéaire dans les sociétés africaines et au-delà. Loin d'être un simple instrument consensuel de séduction culturelle et économique, l'influence culturelle étrangère apparaît comme un puissant révélateur – et parfois un catalyseur – de tensions sociales, politiques et identitaires préexistantes. Les résultats présentés dans cet article montrent que le *soft power* ne produit jamais des effets mécaniques d'adhésion : il est systématiquement filtré, retravaillé, approprié ou rejeté par les sociétés réceptrices, selon des logiques culturelles, historiques et politiques spécifiques. D'un côté, l'exportation de valeurs, de normes et de modèles culturels étrangers peut favoriser des processus de greffe culturelle, conduisant à des revendications démocratiques, à des mobilisations populaires et à une remise en cause des ordres politiques établis.

Ces dynamiques, observables aussi bien en Iran, en Afghanistan, en Libye qu'en Israël, illustrent comment l'identification à des référents extérieurs – souvent occidentaux – alimente des aspirations à davantage de libertés, de droits et de participation politique. Toutefois, ces processus de démocratisation sont rarement pacifiés : ils s'accompagnent fréquemment de conflits culturels, de violences sociopolitiques et, dans certains cas, de guerres civiles ou d'effondrements étatiques durables. D'un autre côté, et de manière tout aussi significative, le *soft power* peut susciter des réactions inverses de rejet et de repli identitaire, donnant lieu à des processus de nationalisme politique et culturelle. Les cas récents du Mali, du Burkina Faso, du Niger et de la Guinée illustrent avec force comment la contestation de l'influence culturelle étrangère – perçue comme une prolongation symbolique de la domination postcoloniale – se traduit par un renforcement du sentiment patriotique, par la revalorisation des référents culturels locaux et par une rupture assumée avec les dispositifs d'influence des anciennes puissances dominantes. Dans ces contextes, le rejet du *soft power* précède et prépare souvent l'irruption du *hard power*, les coups d'État apparaissant alors comme l'aboutissement politico-militaire de longues séquences de mobilisations culturelles et symboliques.

Nos résultats soulignent ainsi une articulation étroite entre *soft power* et *hard power*, remettant en cause l'idée d'une substitution progressive du second par le premier. Au contraire, le *soft power* fonctionne fréquemment comme un préalable, un déblayage idéologique et symbolique qui rend possible l'usage ultérieur de la force. Cette dialectique éclaire également le phénomène de contagion des mobilisations politiques et des coups d'État, observable en Afrique de l'Ouest comme dans d'autres régions du monde, et montre que les circulations culturelles ne connaissent pas de frontières strictes : elles s'inscrivent dans des dynamiques transnationales d'imitation, d'inspiration et de réappropriation. Enfin, sur le plan théorique et méthodologique, cette étude confirme la pertinence d'une approche ethnographique comme socle méthodologique des sciences politiques, attentive aux réactions locales – appropriation, rejet, détournement, contre-influence face aux dispositifs d'influence culturelle. Elle invite à dépasser les lectures normatives du *soft power*, souvent centrées sur son efficacité supposée, pour privilégier une analyse empirique des usages sociaux et politiques des cultures en circulation. En ce sens, le *soft power* apparaît moins comme un outil de domination univoque que comme un champ de luttes symboliques, où se jouent simultanément des enjeux de souveraineté, d'identité et de recomposition étatique.

Finalement, nous aurions pu appuyer nos analyses dans les pages précédentes en démontrant que la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023 – devenue en juillet 2024, « Confédération des États du Sahel » (CES) – est l'une des conséquences directes des effets pervers du *soft power* français en Afrique de l'Ouest ; mais faute d'espace dans ce papier, nous allons reporter cet exercice à l'une de nos prochaines contributions. Aussi, nous aurions pu démontrer que le *hard power*, loin d'avoir atteint la ménopause, est encore fécond et fertile. A cet effet, il nous aurait tout simplement suffi d'évoquer le sport favori auquel le Président Trump s'était récemment donné dans le Golfe persique. Avant cela, il avait, dans une logique de démonstration de force, fait « importer » un Chef d'État en exercice sur le sol américain – l'ancien Président vénézuélien Maduro en sait quelque chose – balayant en une trentaine de minutes l'essentiel des accords, conventions et traités internationaux et forçant les pays de la même famille que le Venezuela – à l'instar du Mexique – à traquer les narcotrafiquants installés dans leurs pays.

Références bibliographiques

- Acharya, A. (2025). *The Once and Future World Order: Why Global Civilization Will Survive the Decline of the West*. New York: Basic Books.
- Adelkhah, F. (1998). *Being Modern in Iran*. New York : Columbia University Press.
- Adelkhah, F. (1998). *Être moderne en Iran*. Paris : Karthala.
- Badel, L. (2021). *La diplomatie culturelle*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Bierschenk, T., J.-P. Chauveau, et J.-P. Olivier de Sardan. (2000). *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*. Paris : Karthala.
- Boulanger, P. (2021). *Culture, diplomatie et puissance*. Paris : Armand Colin.
- Boulanger, P. (2021). *Géopolitique de la culture*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Cabestan, J.-P. et al. (2021). *La Chine dans le monde*. Paris : CNRS Éditions.
- Cohen-Emerique, M., et C. Rothberg. (2015). *Chocs culturels et relations interculturelles*. Paris : Dunod.

- Delcorde, R. (2019). La diplomatie culturelle. Bruxelles : Académie royale de Belgique.
- Delcorde, R. (2019). La diplomatie publique. Bruxelles : PIE Peter Lang.
- Dia, M. (2010). Soft power et mutations sociales. Dakar : CODESRIA.
- Fishman, E. (2025). Chokepoints: American Power in the Age of Economic Warfare. New York: Penguin Random House.
- Garcia, C. (2022). Les collisions culturelles. Paris : L'Harmattan.
- Garcia, C. (2022). L'interculturel en situation de conflit. Paris : L'Harmattan.
- Grincheva, N. (2023). The past and future of cultural diplomacy. *International Journal of Cultural Policy*, vol. 30, n°2, p. 172-191.
- Huntington, S. P. (1997). Le choc des civilisations. Paris : Éditions Odile Jacob.
- Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). (2020). Rapport stratégique sur les conflits contemporains. Paris.
- Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). 2020. Géopolitique des conflits contemporains. Paris : IRIS Éditions.
- Kastouéva-Jean, T. (2019). La Russie et l'influence culturelle. Paris : IFRI.
- Khandani, E. (2010). Femmes et transformations sociales en Iran. Téhéran.
- Khandani, E. (2010). "Women, Identity and Protest in Iran." *Middle East Critique* 19 (2): 145–160.
- Laruelle, M. (2021). Le soft power russe. Paris : CNRS Éditions.
- Lavigne Delville, P. (2018). Politiques de l'intervention. Paris : Karthala.
- Lavigne Delville, P. (2019). Développement et rapports de pouvoir. Paris : Karthala.
- Lebedev, V. (2023). Nationalisme et guerre en Ukraine. Moscou.
- Lebedev, V. (2023). "War, Identity and National Mobilization in Ukraine." *Journal of Eurasian Studies* 14 (1): 1–15.
- Louhichi, A. (2018). Réseaux sociaux et influence politique. Paris : L'Harmattan.
- Mauss, M. 1925 (réd. 2007). *Essai sur le don*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF), collection « Quadrige ».
- Mathelin, J. (2022). La diplomatie culturelle au XXI^e siècle. Paris : Armand Colin.
- Megerisi, T. (2020). *Libya's Fragmentation*. Londres : European Council on Foreign Relations.
- Megerisi, T. (2020). *Libya's Global Civil War*. Londres : European Council on Foreign Relations.
- Miraillet, S. (2022). Soft power et stratégie française. Paris : La Documentation française.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). Anthropologie et développement. Paris : Karthala.
- Ortiz, R., et al. (2022). Globalisation, culture et conflits. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Ortiz, R., et al. (2022). Mouvements sociaux et conflits contemporains. Madrid.
- Ouchiha, N. (2016). Médias numériques et mobilisations. Rabat.
- Passou, E., et al. (2025). « fêtes, langues et dragons: la Chine à la conquête du monde », *Revue Ingénierie Culturelle*, N° 14, p. 25-39.
- Reman, A. (2005). Femmes, droits et société. Paris : UNESCO.
- Reman, A. (2005). *Women and Rights in Muslim Societies*. Londres : Zed Books.
- Ronan Le G., et G. Vallini. (2021). Géopolitique des influences. Paris : Sénat.
- Rouet, G., et L. Radut-Gaghi. (2018). Diplomatie culturelle et numérique. Paris : L'Harmattan.

- Roux, E. (2018). Médias, pouvoir et opinion publique. Paris : Presses de Sciences Po.
- Schlegel, S., et A. Ziai. (2021). Pouvoirs culturels et domination. Londres : Palgrave Macmillan.
- Serrano, E. (2008). Soft power et communication internationale. Paris : L'Harmattan.
- Tchacorico, I., et al. (2025). « célébrer pour convaincre: la stratégie festive des instituts confucius en Afrique », Revue *Ingénierie Culturelle*, N° 14, p. 111-127.
- Thomas, E. (2020). Libya: Chaos and Conflict. Londres : I.B. Tauris.
- Tjahjani, J., et al. (2019). Global Power Shifts. Singapour : Springer.
- Tjahjani, J., et al. (2019). Power Shifts in Global Politics. Singapour.
- Toynbee, A. (1981). L'Histoire. Bordas : Paris.
- Wyber, R. (2020). Digital Diplomacy. Londres : Routledge.
- Zervaki, A. (2025). Cultural Diplomacy. In: Contemporary Diplomatic and Consular Relations. Springer, p. 181-200.



Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —